

A/PM/2018/02/0022

## REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT

	<p><b>Le Maire de Montagnac</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-22 , L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-6.</li> <li>• Vu le code de la route et notamment les articles L.411-1 à L.411-7, R110-1,R110-2, R.411-8, R.411-25, R.417-3 et R.417-12.</li> <li>• Vu l'instruction interministérielle en cours sur la signalisation routière, livre I, quatrième, cinquième, septième et huitième parties.</li> <li>• Vu l'article R 610-5 du code pénal.</li> <li>• Vu la délégation de signature en date du 15/05/2014 autorisant M. AUDOUI, 1<sup>ère</sup> adjoint à signer tous les actes relevant de sa délégation de fonction et notamment les arrêtés municipaux relatifs à la circulation et stationnement des véhicules,</li> <li>• Vu la demande d'arrêté municipal de police de la circulation en date du 13/02/2018 de Monsieur FURY Olivier domicilié 21 Avenue Pierre Sirven 34530 MONTAGNAC, concernant la livraison de béton, prévue le <b>Jeudi 22 février 2018, de 14h00 à 16h00</b></li> <li>• <b>Considérant</b> que le stationnement des véhicules sur la voie publique peut compromettre la sécurité des usagers et la commodité de la circulation à cette occasion.</li> <li>• <b>Considérant</b> qu'il y-a lieu d'apporter des restrictions au stationnement à cette occasion.</li> </ul>
<b>ARTICLE 1</b>	<p>Le stationnement sera interdit, Avenue Pierre Sirven,  <b>Jeudi 22 février 2018, de 14h00 à 16h00</b></p>
<b>ARTICLE 2</b>	<p>Des panneaux de signalisation regroupant cet arrêté seront mis en place <u>par le pétitionnaire, une semaine avant le début du chantier, soit le jeudi 15 février 2018,</u> pour permettre l'application et le respect de cet arrêté. Monsieur FURY s'engage à prévenir les riverains de l'Avenue Pierre Sirven par le moyen qu'il souhaite.</p>
<b>ARTICLE 3</b>	<p>Monsieur Le Secrétaire Général, Messieurs les agents assermentés de la Commune, Monsieur Le Chef de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.</p>

La présente décision peut être attaquée devant le Tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le :

Fait à Montagnac, le 13/02/2018  
P/O Le Maire  
Philippe AUDOUI  
Maire Adjoint

